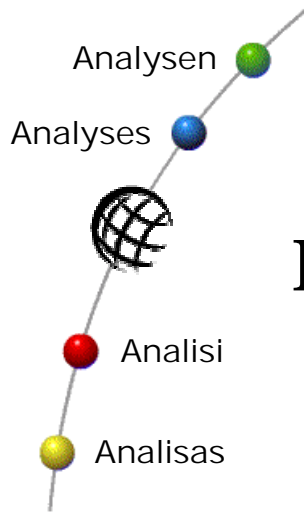




Bundesamt für Flüchtlinge
Office fédéral des réfugiés
Ufficio federale dei rifugiati
Uffizi federal da fugitivs



Feuille d'information

Pakistan

Février 2000 (Etat)

Public

Desk Asie / Etats islamiques II

Quellenweg 6
3003 Berne-Wabern

18 mai 2000

Länderinformationsblatt

Das vorliegende Länderinformationsblatt wurde von der Sektion "Länderinformation und Lageanalysen" des Bundesamtes für Flüchtlinge (BFF) in Bern (Schweiz) auf Deutsch und Französisch aufbereitet. Die Auswahl des beschriebenen Landes basiert auf der tatsächlichen oder zu erwartenden Zahl von Asylgesuchen aus dem betreffenden Herkunftsland in der Schweiz. Das Länderinformationsblatt enthält Grundlagenwissen, es kann und will aber weder ein erschöpfendes Bild dieses Landes vermitteln noch lassen sich die Asylrelevanz eines individuellen Vorbringens oder ein allfälliger Flüchtlingsstatus daraus ableiten. Das Länderinformationsblatt wird bei Bedarf überarbeitet und basiert auf einer Zusammenstellung öffentlicher Informationen. Das Dokument enthält weder eine politische Stellungnahme noch eine Bewertung der Aussagen seitens der Schweizer Behörden.

Das vorliegende Länderinformationsblatt wurde mit der grössten Sorgfalt recherchiert, redigiert und - soweit notwendig - übersetzt. Dennoch lassen sich überholte, unpräzise oder unkorrekte Angaben nicht in allen Fällen völlig ausschliessen. Zudem ist der Erstellungszeitpunkt des Länderinformationsblattes zu beachten.

Feuille d'information sur les pays

La présente feuille d'information sur les pays a été préparée en français et en allemand par la Section « Information sur les pays et analyses de situation » de l'Office fédéral des réfugiés (ODR) à Berne (Suisse). Le choix de ce pays repose sur le nombre réel ou potentiel de demandes d'asile en Suisse formulées par les ressortissants de cet Etat de provenance. La feuille d'information fournit des renseignements généraux et non exhaustifs sur ce pays, et ne peut servir de base pour juger du bien-fondé d'une demande d'asile individuelle ou pour accorder éventuellement le statut de réfugié. Ce document ne mentionne ni prise de position politique ni jugement des autorités suisses sur les affirmations qui y sont faites.

La présente feuille d'information sur les pays a fait l'objet de recherches approfondies et a été élaborée et si nécessaire traduite avec le plus grand soin. Toutefois, il peut arriver que les renseignements donnés soient parfois dépassés, imprécis ou incorrects, d'autant qu'il convient de tenir compte de la date de parution de la feuille en question.

Country Information Sheet

The Country Information Sheet in question was compiled in German and French by the "Country of Origin Information Desk" of the Federal Office for Refugees (FOR) in Berne (Switzerland). The countries described are selected according to the number of asylum applications which have already been or are expected to be submitted by nationals of those countries. The Country Information Sheet contains basic information but it cannot and is not intended to provide a complete picture of the country; nor may conclusions be drawn from it as to the merits of any claim to refugee status or asylum. The Country Information Sheet is updated whenever necessary and is based on publicly available information. The document contains neither a political opinion nor an evaluation of statements on the part of the Swiss authorities.

The Country Information Sheet has been most carefully researched, compiled and - if necessary - translated. Nevertheless, it is not always possible to avoid outdated, unprecise or incorrect information. The date a Country Information Sheet was compiled should also be taken into account.

1. Constitution

1.1. Dénomination officielle de l'Etat

Islami Jamhuriya-e-Pakistan = République islamique du Pakistan

1.2. Armoiries et drapeau de l'Etat



Drapeau: blanc et vert; demi-lune et étoile blanches sur fond vert



Armoiries

Source: Meyers Grosses Universallexikon. Mannheim. 1984

1.3. Forme de l'Etat

Le Pakistan est une république fédérative. La répartition des compétences entre les provinces et l'Etat central est ancrée dans la Constitution, les pouvoirs décisionnels revenant toutefois à ce dernier. La Constitution de 1973, laquelle avait été suspendue suite au coup d'Etat de Zia ul-Haq en 1977, a été réintroduite le 10 mars 1985 après de nombreuses modifications. En mai 1991, le Parlement a adopté la 'Shariat Bill' qui institutionnalise l'Islam en tant que principe directeur suprême de l'Etat. L'Islam, en tant que religion d'Etat, est placé sous la protection spéciale de l'Etat. C'est ainsi que la Constitution prescrit que le Président de la République doit être un musulman. Il y est aussi expliqué qu'un musulman doit croire que Mahomet est le dernier des prophètes. Cette disposition, introduite le 17.9.1974, est dirigée contre la communauté des Ahmadis, lesquels sont ainsi officiellement considérés comme des non-musulmans. De plus, le Code pénal contient des dispositions visant à protéger la foi islamique, respectivement les musulmans, et dont les conséquences posent parfois problème. En revanche, la liberté de religion est expressément garantie dans la Constitution (art. 2). Celle-ci garantit aussi les autres droits fondamentaux essentiels, tels que la liberté de pensée, de mouvement et de réunion.

Une modification de la Constitution nécessiterait la majorité des deux tiers de l'Assemblée nationale, ainsi que la majorité simple des Parlements provinciaux et du Sénat. Mais le coup d'Etat militaire du 12.10.1999 a suspendu ces institutions et, avec elles, la Constitution. S'étant proclamé « Chief Executive » (CE), le général Musharaf a, en date du 15.10.1999, donné un ordre de maintien provisoire de la Constitution (Provisional Constitution Order No. 1 OF 1999). En conséquence, le CE, qui n'est lui-même soumis à aucune limite constitutionnelle, doit gouverner le pays en respectant la Constitution suspendue. Les droits fondamentaux et les lois restent pour l'essentiel en vigueur. De même, les tribunaux continuent à œuvrer comme par le passé.

2. Situation sociale et culturelle

2.1. Population

Selon un recensement de mars 1998, le pays compte un peu plus de 130 millions d'habitants pour une superficie de 796'095 km² (sans les territoires sous contrôle pakistanais, à savoir l'*Azad Kashmir*, partie du Cachemire, et les *Northern Areas* ou zones du nord), ce qui correspond à une densité de population de 164 personnes environ au km². Le taux de croissance démographique annuel atteint 2,61%. La partie du Cachemire sous contrôle pakistanais s'étend sur 83'716 km² pour presque quatre millions d'habitants.

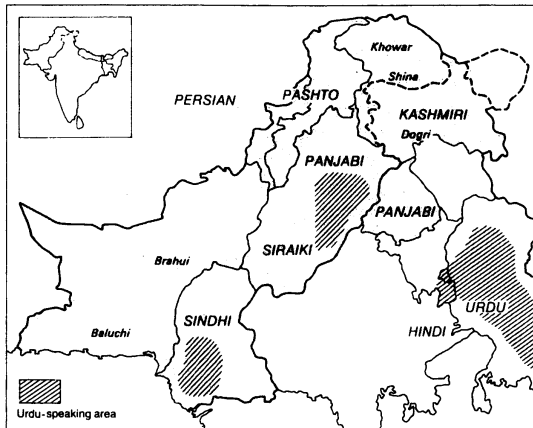
Le Penjab représente, avec 55,6%, la plus grande partie de l'ensemble de la population, suivi du Sindh (23%), de la Northwest Frontier Province (NWFP) (13,4%) et du Baloutchistan (5%). Le reste de la population se répartit entre la capitale (0,6%) et les régions administratives (2,4%). 32,5 % de la population est citadine, dont un tiers vit dans les mégalo-poles de Karachi (9,269 millions d'habitants) et de Lahore (5,063 millions d'habitants). Les autres villes dépassant la barre du million d'habitants sont Faisalabad, Rawalpindi, Multan, Haïderabad et Gujranwala.

Le Pakistan est un pays multiethnique, les Penjabis représentant 55% de la population totale constituent l'ethnie dominante (ce chiffre inclut également 10% de Siraiki, constitués de Penjabis du Sud et de Sindhis). Les ethnies pachtoune et sindhi représentent chacune 15% de la population. L'on recense également 8% de Mohajirs, migrants venus de l'Inde, parlant l'ourdou et vivant surtout dans les centres urbains du Sindh. A ceux-ci, il convient d'ajouter 5% de Baloutches. Il existe encore des minorités bengales et dravidiennes et plus d'un million de réfugiés afghans, principalement dans le nord-ouest du Pakistan.

2.2. Langue

La langue officielle est en principe l'ourdou, le sindhi étant toutefois reconnu comme langue officielle dans le Sindh. L'anglais est la langue de l'administration, des affaires et de l'éducation, mais n'est parlé que dans les classes de la population bénéficiant d'une certaine éducation. Le pendjabi, qui fait partie, comme l'ourdou et le sindhi, de la famille des langues indiennes, n'est pas utilisé par écrit. Comme le pachtou et le baloutchi – lesquels appartiennent à la famille des langues iraniennes –, le pendjabi constitue une langue régionale importante. De nombreux dialectes en sont issus. Enfin, d'autres groupes de population, parlent une langue de type dravidien (brahoui) ou un dialecte appartenant à un sous-groupe des langues indo-aryennes.

Literary languages of the Northwest



Source: The Cambridge Encyclopedia of India, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Editor: Francis Robinson, Cambridge University Press 1989

2.3. Religion

La liberté de religion est garantie par la Constitution. L'influence de l'Islam est prédominante: près de 98% de la population est musulmane, dont 80% de sunnites et 20% de chiïtes. Les Ahmadis, secte sunnite comprenant selon les estimations quelque 2 millions de membres, ont été officiellement déclarés comme "non-musulmans" en 1974. Parmi les minorités religieuses restantes, les hindous et les chrétiens représentent environ 1% de la population totale. Les communautés religieuses restantes, telles que les bouddhistes, les parsis, les sikhs, etc. ne comptent que 10'000 membres.

2.4. Système éducatif

L'école n'est pas obligatoire au Pakistan de sorte qu'avec 76% d'analphabètes, le pays se situe sur le plan international parmi les plus défavorisés en matière de formation. Les femmes sont particulièrement touchées par la pauvreté de la formation. Le système d'éducation étatique est de plus en plus concurrencé par une croissance sauvage des écoles coraniques privées. Les écoles supérieures connaissent de graves difficultés financières. L'enseignement est fréquemment perturbé par les affrontements violents opposant les différentes organisations d'étudiants, souvent armées, qui luttent pour assurer leur suprématie au sein des établissements de formation.

2.5. Infrastructure médicale

Les soins médicaux sont avant tout garantis au sein des centres urbains. Pour les habitants qui résident dans les régions isolées ainsi que pour les membres des classes sociales inférieures, l'accès aux soins médicaux n'est pratiquement pas possible. L'Etat s'efforce toutefois d'apporter des améliorations dans le domaine médical (campagnes de vaccinations, d'information, construction de centres hospitaliers et de centres de soins ambulatoires). La réalisation de ces projets est toutefois fréquemment empêchée par les carences de l'administration.

3. Femme et famille

Les femmes pakistanaises font l'objet de multiples discriminations. Certes, pour comprendre le rôle de la femme, il faut tenir compte des différences entre les couches sociales ainsi que des contrastes régionaux : le comportement en société des citadins moyens ou aisés n'a rien en commun avec les coutumes campagnardes ou même tribales. Mais les femmes sont nettement discriminées en raison de la suprématie du code islamique en vigueur (sharia) qui s'appuie sur une tradition conservatrice et patriarcale. Les femmes sont subordonnées à l'homme et leurs activités doivent exclusivement se limiter à la sphère familiale et domestique. Contrairement aux hommes, elles ne peuvent guère divorcer de leur propre gré. Devant un tribunal, leur témoignage ne vaut que pour moitié. Il en résulte des conséquences fatales qui sont énoncées dans le règlement d'application de la loi pénale islamique (hadud), notamment en cas d'impudicité ('Zina'). C'est ainsi qu'une femme battue qui porte plainte peut même, selon les cas, s'attendre à des poursuites pénales pour adultère. C'est un grave délit contre la 'zina' et la femme n'a guère de chance de s'en sortir si elle a contre elle un témoin masculin. Il arrive même encore que des épouses ou des filles mal considérées se retrouvent en prison suite à des accusations montées de toutes pièces par leur entourage.

Plusieurs associations s'occupant des droits de l'homme et en particulier des droits de la femme se sont constituées au Pakistan. Elles oeuvrent pour une amélioration de la situation des femmes. On citera, comme associations importantes, le *Women's Action Forum (WAF)* et le *War Against Rape (WAR)*, dont les efforts ont déjà abouti à certains résultats.

4. Médias

4.1. Agences d'informations

Il en existe sept au Pakistan: Associated Press of Pakistan (APP), Independent News of Pakistan (en ourdou), National News Agency (NNA), News Network International, Pakistan Press International (PPI) et United Press of Pakistan (Pvt) Ltd (UPP).

La plupart des agences internationales ont leurs bureaux à Islamabad ou à Karachi.

4.2. Journaux et revues

Depuis la mort de Zia ul-Haq, la liberté de la presse est à nouveau garantie. Le *Dawn* et le *Pakistan Times* figurent au nombre des quotidiens en langue anglaise les plus importants. L'hebdomadaire *The Friday Times* pratique un journalisme très critique. Les journaux influents écrits en ourdou sont les suivants: *Daily Jang*, *Nawa-i-Waqt*, *Imroze*, *Jasarat* et *Mashriq*. La presse en ourdou compte à elle seule 800 titres différents.

4.3. Radio

La *Pakistan Broadcasting Corporation* est un organe d'Etat. Elle dispose d'un studio dans tous les grands centres et émet ses programmes dans 20 langues et dialectes différents. La radio offre, par ailleurs, un service international en ourdou et en anglais.

4.4. Télévision

La *Pakistan Television Corpn Ltd.* est un organe d'Etat. La réception de programmes internationaux, tels que CNN, est toutefois possible par le biais du *People's Television Network*.

5. Economie

5.1. Economie politique

55% de la population active est employée dans l'agriculture, contre 16% dans l'industrie. Le secteur tertiaire marque quant à lui une tendance à la hausse. Le secteur agricole ne rapporte que 23% du PIB alors que les secteurs de l'industrie et du commerce enregistrent respectivement 17 et 18%. La capitale économique Karachi produit à elle seule 60% des rentrées.

Le fait que 77% des agriculteurs possèdent moins de 5 ha. fait obstacle à une mise en valeur rationnelle et rentable du sol. Les produits à base de coton, le riz, le cuir, les peaux et les produits chimiques constituent les principales marchandises d'exportation. Le chômage partiel et la forte croissance démographique constituent les problèmes économiques les plus critiques. Le domaine militaire et le remboursement des dettes grèvent la plus grande partie du budget de l'Etat. Pratiquement insolvable dans les faits, le pays est tributaire de la bienveillance du Fonds monétaire international (FMI) ainsi que des pays étrangers donateurs.

Le bien-être croissant des classes dirigeantes – comprenant des membres de la féodalité, de l'administration et des forces armées, qui ne sont pour la plupart pas imposés – provient des milliards de l'aide au développement, des versements considérables effectués par les travailleurs pakistanais à l'étranger, des gains illicites du marché florissant de la drogue et des armes ainsi que de la corruption largement répandue. Suite au retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan et à l'effondrement de l'empire communiste, les fonds de soutien versés par les Etats-Unis ont considérablement diminué. Le marché de la drogue rapporte à lui seul des milliards de dollars US et figure parmi les principaux facteurs économiques du pays.

S'efforçant d'équilibrer le budget de l'Etat, le gouvernement a engagé une lutte contre la corruption et introduit des réformes agraires et fiscales. Pour gagner la confiance des investisseurs étrangers, il doit également encourager l'industrie privée et reprivatiser les entreprises nationalisées.

5.2. Situation de l'emploi

Le taux de chômage officiel se situe en dessous de la barre des 10%. Le taux de sous-occupation est en revanche relativement élevé, se situant entre 20 et 35%. Le nombre annuel de demandeurs d'emploi évolue parallèlement à la croissance démographique. La part des femmes actives demeure encore très marginale. Cette constatation ne tient toutefois pas compte du fort taux d'occupation des femmes dans l'agriculture, cette dernière n'étant pas prise en considération dans les statistiques. L'importance du chômage structurel implique par ailleurs un fort mouvement migratoire de la main-d'œuvre.

5.3. Monnaie officielle

1 roupie pakistanaise (pR) = 100 Paisa (Ps); 1 CHF = 32 pR (état: janvier 2000).

6. Mobilité

6.1. Moyens de communication

Le Pakistan n'est pas en mesure d'assumer son rôle politique de porte d'accès au subcontinent indien: la guerre incessante en Afghanistan a pratiquement réduit à néant la circulation en direction de l'Asie centrale et de l'Asie de l'ouest. A l'ouest s'élève le haut plateau iranien pratiquement inhabité et hostile à la circulation. Au nord, la Karakorum-Highway, réalisée avec l'aide de la Chine, offre un accès limité au Sinkiang. La frontière avec le Cachemire indien est hermétiquement fermée en tant que zone de protection militaire depuis la première guerre avec l'Inde (1947/48). Une liaison en direction de l'Inde est toutefois assurée par route et par train depuis Lahore.

Le gouvernement s'efforce d'améliorer le réseau routier étant donné l'augmentation considérable du trafic motorisé. La totalité du réseau routier atteint 100'000 km, dont une bonne moitié dispose d'un revêtement correct. Le trafic aérien est également encouragé. Le trafic international des personnes - également dans les pays voisins - est assuré avant tout par les aéroports construits à cet effet à Karachi, Islamabad/Rawalpindi, Lahore et Peshawar. Les Pakistan International Airlines (PIA), compagnie aérienne étatique, bénéficient du monopole des vols intérieurs pour lesquels ont été prévus 24 aéroports/aérodromes. Les chemins de fer sont par contre quelque peu délaissés; le réseau ferroviaire atteint 9'000 km. Il date en majeure partie de la colonisation britannique et relie toujours les principaux centres urbains du pays. La majorité des trains tombe en désuétude, ce qui engendre fréquemment des accidents. Karachi possède le seul port naturel de la mer d'Arabie; ce qui lui octroie par conséquent le statut de métropole de l'économie et du commerce. En raison de l'inconstance des cours d'eau, il n'existe pas de navigation fluviale à proprement parler.

6.2. Documents de voyage

Aussi bien la carte d'identité que le passeport (vert à caractères dorés) peuvent être obtenus sans difficulté auprès des offices compétents ou sur le marché noir. Les cartes d'identité perforées signifient que des passeports ont également été délivrés à leurs détenteurs.

7. Gouvernement

7.1. Chef d'Etat

Le président du Pakistan est élu par les membres de l'Assemblée nationale, du Sénat et des parlements provinciaux. La durée de son mandat est de cinq ans. Le 1.1.1998, *Mohammad Rafiq Tarar* accédait au pouvoir, remplaçant Faruk Ahmed Legari, lequel avait démissionné le 2.12.1997, à la suite d'un conflit de pouvoir avec le Premier ministre Nawaz Sharif. Tarar est resté en fonction après le coup d'Etat militaire du 12.10.1999.

Sous la dictature militaire de Zia ul-Haq, la huitième adjonction constitutionnelle de 1985 avait donné au président un vaste éventail de pouvoirs. Le 1er avril 1997, le Parlement avait décidé, à la majorité requise des deux tiers, d'abroger partiellement cette disposition. Les compétences qui revenaient jusque-là au président ont ainsi été fortement réduites en faveur du chef du gouvernement. En particulier, le président ne peut plus, désormais, dissoudre le Parlement que sur ordre du chef du gouvernement.

7.2. Gouvernement national

A la suite du putsch du 12.10.1999, le gouvernement du Premier ministre Nawaz Sharif issu des élections du 3.2.1997, est destitué. Depuis lors, les affaires gouvernementales sont sous la coupe du *National Security Council*, ou « Conseil national de sécurité », constitué de militaires et de technocrates civils et dirigé par le *Général Pervez Musharaf*, qui s'est arrogé le titre de « *Chief executive* » (CE).

8. Parlement

Les Parlements national comme provinciaux sont suspendus suite au putsch du 12.10.1999.

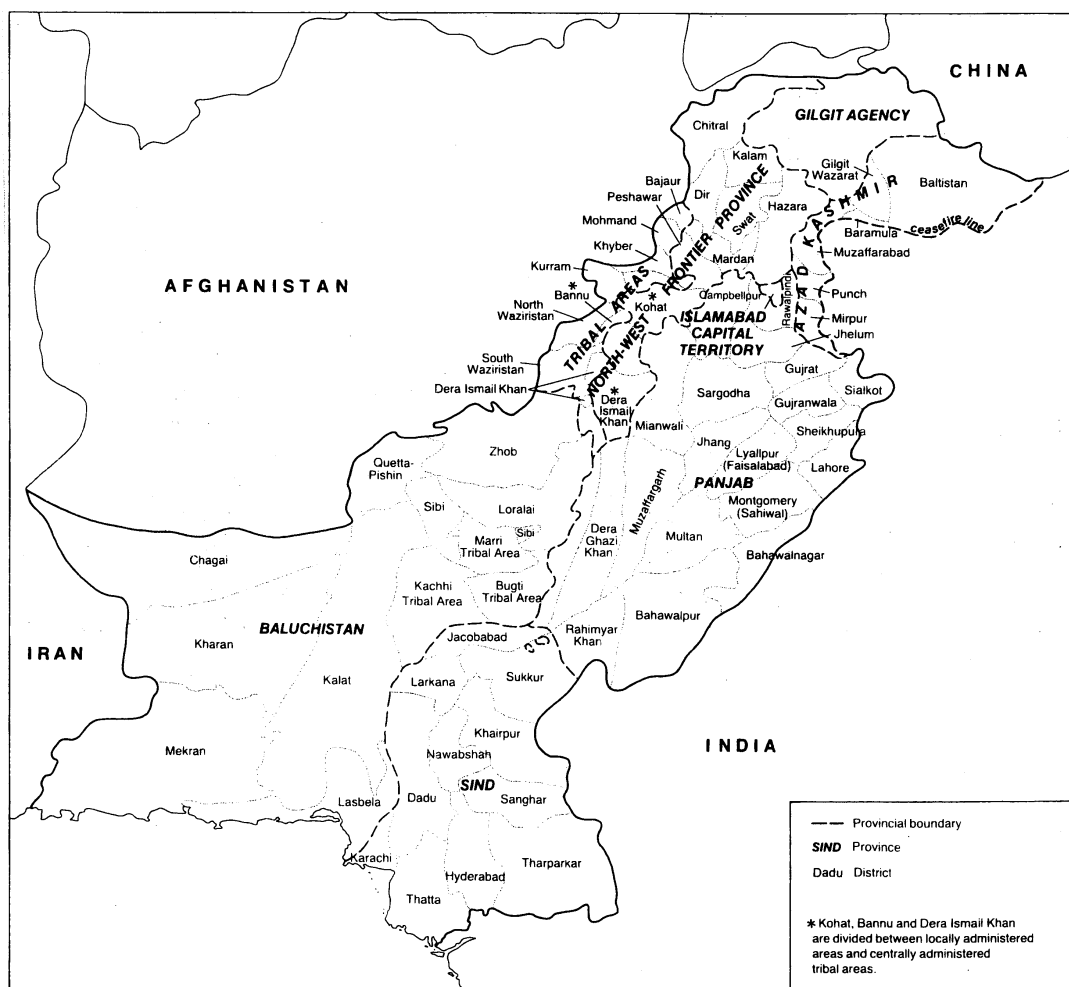
La Constitution prévoit un Parlement fédéral (Majlis-e-Shura) formé de deux chambres, l'Assemblée nationale et le Sénat. L'Assemblée nationale compte 217 députés. 207 sièges sont pourvus par élection directe selon le système majoritaire, c.-à-d. que dans chaque circonscription le candidat qui a obtenu le plus de suffrages reçoit un siège. Les dix sièges restants sont réservés aux minorités non musulmanes, qui doivent élire leurs représentants séparément. Par le passé, vingt sièges supplémentaires étaient destinés aux femmes. Mais ceux-ci ont de nouveau été supprimés. L'Assemblée nationale est élue pour une durée de cinq ans.

Le Sénat compte 87 membres élus pour six ans par les Parlements provinciaux, mais un tiers d'entre eux doit être remplacé tous les deux ans. Comparées à celles de l'Assemblée nationale, les compétences du Sénat sont limitées. En cas de divergences, il peut par exemple retarder une loi en renvoyant le projet à l'Assemblée nationale pour un nouvel examen et en y apportant ses propres recommandations. Mais en fin de compte, c'est la décision de l'Assemblée nationale qui l'emporte.

9. Administration

Le Pakistan se compose de quatre provinces; le Pendjab, le Sind, le Baloutchistan et la province de la Frontière du Nord-Ouest (NWFP = North West Frontier Province) qui disposent de leurs propres Parlements et de larges compétences en matière d'autogestion. Ces provinces sont elles-mêmes réparties en 'Divisions' (arrondissements), puis en 'Districts' (circonscriptions) et 'Villages' (communes). Outre les provinces, le territoire de la capitale Islamabad et six 'Agencies' (régions tribales) sont directement subordonnées à l'administration fédérale. L'Azad Kashmir (Cachemire libre) bénéficie d'un statut autonome bien que limité par un contrôle fédéral. L'administration est largement rongée par la corruption.

Administrative divisions of Pakistan



Source: The Cambridge Encyclopedia of India, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Editor: Francis Robinson, Cambridge University Press 1989

10. Elections

A la suite du putsch du 12.10.1999, entraînant la suspension des Parlements national et provinciaux, il est difficile de pronostiquer la tenue des prochaines élections.

Les dernières élections régulières remontent au 3 février 1997. Le résultat du scrutin pour l'Assemblée nationale, remporté à une majorité prépondérante par la Pakistan Muslim League (PML) de Nawaz Sharif, était le suivant:

(entre parenthèses, les résultats des élections du 6 octobre 1993 à titre de comparaison)

Elections à l'Assemblée nationale	1997	1993
PML (Pakistan Muslim League)	134	(72)
PPP (Pakistan People's Party)	17	(86)
MQM (Mohajir Qaumi Movement)	12	(-)*
JIP (Jamaat-i-Islami Pakistan)	-*	(3)
ANP (Awami National Party)	9	(3)
BNP (Balochistan National Party)	3	(3)
JWP (Jamhoori Watan Party)	2	(2)
Indépendants	20	(20)
Autres	8	(11)

* Le MQM a boycotté les élections de 1993, le JIP celles de 1997.

La PML est également sortie victorieuse des élections aux parlements provinciaux, qui se sont tenues à la même date, le PPP jouant le rôle du perdant.

Dans la province du Punjab, la plus importante, la PML a gagné 211 sièges, alors que le PPP (qui n'a pu remporter de siège lors des élections à l'Assemblée nationale) n'a obtenu que deux mandats. Des sièges restants 22 sont allés à des candidats indépendants et trois à des partis ayant quitté un mouvement plus important.

La PML s'est également imposée comme la fraction la plus forte dans la province de la Frontière du Nord-Ouest, en gagnant 31 sièges devant le parti régional ANP (28 sièges), le PPP (quatre sièges) et le JUI(F) islamique (un siège). Les Indépendants en ont obtenu onze et les autres partis deux.

Dans la province du Balutschistan, la PML a gagné quatre sièges, le PPP un seul. Les partis régionaux y ont remporté la majorité des voix, le BNP avec dix sièges et le JWP six. Cinq mandats sont allés à la JUI(F); les Indépendants ont obtenu onze sièges et les autres groupements deux.

Le PPP n'a pu s'affirmer comme la plus grande force politique que dans la province du Sind, où il a obtenu 34 sièges, suivi du parti régional des populations immigrées de l'Inde MQM (29 sièges), de la PML (14 sièges) et du NPP (National People's Party), un parti issu du PPP (trois sièges). Le PPP(SB), mouvement également issu du PPP et dirigé par le frère de Benazir Bhutto, assassiné en 1996, a gagné deux sièges. Onze mandats sont allés à des candidats indépendants et un à un des autres groupements.

11. Droit et système judiciaire

11.1. Droit

Le droit civil est fondé sur la *Common Law* britannique et sur les lois coloniales. Le droit de la famille et le droit successoral, en revanche, sont inspirés du droit islamique (sharia). Depuis 1979, le droit pénal a également été islamisé et prévoit la peine de mort ainsi que les châtiments corporels. Aucune disposition légale ne peut être contraire aux commandements et aux préceptes de l'Islam.

La législation en vigueur et le système judiciaire ont été maintenus après le putsch du 12.10.1999. Les juges sont, depuis le 24.01.2000 tenus de prêter serment au gouvernement militaire.

11.2. Tribunaux ordinaires

Le Tribunal fédéral, sis à Islamabad, est la *Supreme Court*, tandis que les *High Courts* constituent les plus hautes cours dans les provinces. Nous trouvons, au niveau inférieur, les *District Courts*, composées de *Magistrates* et de *Session Judges*. Il existe parallèlement, pour l'application du droit islamique, la *Federal Shariat Court* et les *Shariat Courts*.

Instance supérieure de recours, la *Supreme Court* tranche en outre les litiges surgissant entre le gouvernement central et les provinces et entre les différentes provinces. Elle est dirigée par un juge suprême, le *Chief Justice*, qui est, comme les autres juges, nommé par le chef de l'Etat. Depuis 1997, toutefois, les juges ne peuvent être nommés qu'avec l'approbation du chef du gouvernement.

11.3. Tribunaux extraordinaires

Des tribunaux spéciaux ont été institués par l'*Anti-terrorism Act* (loi anti-terroriste) d'août 1997, afin de permettre, par une procédure accélérée, de lutter contre la criminalité, la subversion et le terrorisme.

Ce sont les *Special Courts for the Suppression of Terrorist Activities*, ou *Anti-terrorism Courts*.

11.4. Tribunaux militaires

Depuis l'abolition, le 30.12.1985, du droit de la guerre, la juridiction militaire ne traite que les questions touchant à la discipline militaire.

12. Organes de sécurité et forces armées

12.1. Armée

L'armée est une force politique décisive dans le pays. Après les putschs d'Ayub Khan en 1958, de Jahja Khan en 1969 et de Zia ul-Haq en 1977, le Général Pervez Musharaf prend une nouvelle fois le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat. Les nombreux privilèges de l'armée sont restés à chaque fois intouchables, même avec les gouvernements civils. C'est la seule institution au Pakistan qui fonctionne de manière efficace dans tout le pays.

Il n'y a pas, au Pakistan, de service militaire obligatoire. L'armée professionnelle compte 450'000 hommes et se subdivise en armées de terre et de l'air et la marine.

12.2. Police et gendarmerie

En haut de la hiérarchie se trouve *l'Inspector General of Police (IGP)*. Il est responsable d'une province. Après lui vient le *Deputy Inspector General (DIG)*, etc., jusqu'au poste de police (*Police Station*), lequel est dirigé par le *Station House Officer (SHO)*. Celui-ci occupe habituellement le rang d'inspecteur (insignes: trois étoiles). Il a pour subordonnés des policiers ordinaires (*Foot Constables*). On trouve aussi, dans quelques postes, des *Detective Foot Constables (DFC)*. Pour la lutte contre la criminalité, c'est généralement la *Criminal Investigation Agency (CIA)* qui est compétente.

Le gouvernement central entretient, parallèlement à la police organisée dans les provinces, la *Federal Investigation Agency (FIA)*, également active dans les provinces avec ses propres unités (*Special Branches*).

Enfin, l'*Airport Security force (ASF)* est une police spéciale qui a pour compétence exclusive la sécurité dans les aéroports.

12.3. Milices

Il existe au Pakistan les forces paramilitaires suivantes: la Garde nationale, les Rangers, les Garde-frontières et les Garde-côtes. Ces forces ont un effectif total de 164'000 hommes.

On trouve aussi de nombreux groupes armés privés. Les personnalités influentes et les chefs tribaux disposent généralement de leur propre troupe de protection. Outre le crime organisé, beaucoup d'organisations religieuses et politiques entretiennent des unités armées qui sont souvent mieux équipées que la police.

12.4. Services secrets

Différents services secrets coexistent au Pakistan. Dans le cadre de la guerre en Afghanistan, les services secrets de l'armée, *Inter Services Intelligence (ISI)* sont parvenus à s'octroyer une position influente, les autres services secrets, notamment l'*Intelligence Bureau (IB)* jouant, comparativement, un rôle mineur.

13. Détention et exécution pénale

Selon la loi, les personnes arrêtées doivent être présentées au juge dans les 24 heures. Elles ont, par ailleurs, le droit d'appel contre un mandat d'arrêt. La plupart des tribunaux s'efforcent d'imposer ces principes. Pourtant, il arrive continuellement, dans la pratique, que la police ne tienne aucun compte des dispositions légales.

Les conditions de détention dépendent généralement de la position sociale du détenu. Il y a officiellement trois catégories de détenus dans les prisons. La *catégorie A* est constituée de gens importants. Ceux-ci jouissent habituellement de nombreux privilèges et leurs conditions de détention sont donc satisfaisantes. Cela vaut également, dans une moindre mesure, pour les détenus de la *catégorie B*. La situation est précaire, en revanche, pour les prisonniers de la *catégorie C*, la masse des gens modestes. Cette catégorie réunit les types de détenus les plus variés, du criminel jusqu'au petit activiste de parti ou même jusqu'au mineur. La plupart du temps, les prisonniers doivent vivre dans des cellules bondées et sont souvent exposés à l'arbitraire du personnel de surveillance.

Des réformes du domaine pénitentiaire sont fréquemment annoncées, mais bien peu concrétisées.

14. Situation générale des droits de l'homme

Suite au départ du dictateur Zia ul-Haq (le 17.8.88), la situation des droits de l'homme s'est fondamentalement améliorée: liberté d'action des partis politiques, liberté de presse, élections démocratiques, organisations estudiantines de nouveau autorisées, libération des prisonniers politiques. Il ne faut toutefois pas occulter qu'il existe une pénétration de la violence et des tendances criminelles dans le domaine politique.

La police est d'une manière générale mal formée, corrompue et brutale: les prisonniers sont souvent maltraités. Plusieurs cas de décès ont été enregistrés au cours de l'année dernière pendant la période de garde à vue. Des policiers dont la culpabilité a été démontrée n'ont dû rendre des comptes que dans des cas exceptionnels. Les victimes de l'arbitraire policier se trouvent en premier lieu parmi les personnes les plus défavorisées sur le plan social dont avant tout les femmes, tandis que les personnes socialement mieux placées ont la possibilité d'obtenir "justice".

La discrimination sur le plan juridique des Ahmadis se poursuit. Ces derniers ont l'interdiction sous peine de sanction de se qualifier de Musulmans (Art. 298 du code pénal pakistanais). Dans sa décision du 3 juillet 1993, la Cour suprême (Supreme Court) a confirmé le caractère constitutionnel de cette norme législative. Plusieurs procédures pour offense au Prophète (Art. 295 C) ont été introduites à l'encontre des Ahmadis ainsi qu'à l'encontre de membres d'autres minorités religieuses qui sont ainsi menacés de la peine de mort. Comme il s'agit dans la plupart des cas de dénonciations abusives de la part de Musulmans fanatiques, le gouvernement s'efforce de réformer cet article mais rencontre une opposition irritée de la part des nombreux partis et groupements islamistes.

15. Mouvements politiques et religieux

Il existe une multitude de partis et de groupements, lesquels sont fréquemment opposés entre eux dans des luttes fractionnelles. De ce fait, le paysage politique est en mouvance constante. Les partis politiquement influents sont ceux qui s'avèrent capables d'envoyer des représentants au Parlement. Ainsi les partis fusionnent souvent en coalitions qui ne durent généralement pas longtemps. Les principaux partis politiques sont:

Pakistan Muslim League (PML): Organisation fondée en 1947 pour succéder à la 'All India Muslim League', elle se considère comme la véritable fondatrice de l'Etat pakistanais. Du point de vue idéologique, elle tente de réaliser les idées étatiques séculaires en les harmonisant avec l'enseignement de l'Islam. Le parti a déjà connu plusieurs scissions: en 1979 le groupe Pagara- (ex pro-Zia) et le groupe Chatta, respectivement Qasim. En 1988, le groupe Pagara se divisait à son tour en deux groupes: les Fida (Zia-loyalistes) et les Junejo. En mai 1993, le groupe Junejo se séparait aussi en deux fractions: les Nawaz (PML-N) dirigés par Nawaz Sharif et les Junejo présidés par Nazir Hamid Chatta. Toutefois, cette dernière fraction a pratiquement perdu toute importance politique après les élections de février 1997. Bien que présent dans tout le pays, le PML a son bastion dans le Punjab, où il est surtout soutenu dans les villes. En tant que parti gouvernemental, le PML suit une trajectoire pragmatique orientée vers l'Occident. L'organisation estudiantine du PML s'appelle la *Muslim Student Federation (MSF)*.

Pakistan People's Party (PPP): Parti de tendance sociale modérée fondé en 1967 par le grand propriétaire foncier Zulfikar Ali Bhutto, dont le programme se résume ainsi: "Notre religion est l'Islam, notre ordre politique est la démocratie et notre système économique est le socialisme".

Le parti est puissant dans le Sind, patrie de la dynastie des Bhutto. Sa présidente est Benazir Bhutto, qui a déjà dirigé le pays à deux reprises en tant que Premier Ministre, soit de décembre 1988 à août 1990 et d'octobre 1993 à novembre 1996. Les deux fois, elle a été destituée par le président de la République. Le parti est marqué par le style féodal des Bhutto. Tous les postes importants du parti sont attribués par sa présidente contre une promesse de loyauté. Des élections internes effectuées sur une base démocratique ont certes été annoncées, mais jusqu'ici elles n'ont encore jamais eu lieu. Le comité central, qui regroupe les principaux délégués régionaux autour de la présidence, fonctionne comme l'organe décisionnel du parti. Mais les coutumes féodales entraînent des conflits familiaux internes qui se répercutent sur le parti. C'est ainsi que le frère de Benazir, Murtaza Bhutto, revenu de Damas au mois de novembre 1993 où il s'était soustrait à une poursuite pénale en relation avec sa fonction de dirigeant des militants de l'*Al Zulfikar Organisation (AZO)* a tenté de prendre la tête du parti, d'abord avec le soutien de sa mère, Nusrat Bhutto. La dispute tournait notamment autour du rôle joué par Asif Zardari, l'influent mari de Benazir Bhutto. Celui-ci était connu de tous pour sa personnalité des plus corrompues. Murtaza organisait ses partisans en un groupe le *PPP(SB)* (SB comme Shahid Bhutto), tout en restant nettement minoritaire par rapport à l'organisation-mère. Murtaza a été abattu par la police à Karachi le 20 septembre 1996. Sa veuve, Ghinwa Bhutto, a ensuite repris la tête du *PPP(SB)*. Le PPP a aussi ses propres unités d'organisation pour les femmes, les associations professionnelles et les syndicats. L'organisation estudiantine du PPP s'appelle *People's Student Federation (PSF)*, et le groupe des jeunes

People's Youth Organisation (PYO).

National People's Party (NPP): Parti fondé le 30 août 1986 suite à une scission du PPP. Il ne compte que peu de membres et n'a pas de profil autonome reconnaissable. Le dirigeant le plus connu est Ghulam Mustafa Khar.

Jamaat-i-Islami Pakistan (JIP): Parti fondé en 1941 par le pseudo-érudit sunnite Abu l'A la al-Maududi en tant que parti élitairiste islamiste fondamentaliste à orientation internationale. Dès le début, le JIP a participé activement à la guerre en Afghanistan et il offre aussi son soutien direct aux sécessionnistes de la partie indienne du Cachemire. Idéologiquement apparenté au Front du Salut algérien, le JIP veut faire du Pakistan un Etat divin islamique. Il s'est présenté aux élections d'octobre 1993 avec l'alliance électorale *Pakistan Islami Front (PIF)*. Mais, bien qu'ayant mené une campagne populiste, il s'en est plutôt mal tiré. Lors des élections de février 1997, le JIP a préféré ne pas se présenter. De nombreuses sectes militantes, parfois rivales, gravitent autour du JIP. Le président du JIP est Amir Qazi Hussain Ahmad. Son organisation estudiantine, nommée *Islami Jamiat-i-Talaba (IJT)*, passe pour l'un des mouvements les mieux organisés dans les universités.

Mohajir Qaumi Movement (MQM): (aussi: Mohajir Qaumi Mahaz = mouvement national des Mohajirs) Fondé en 1986, le MQM défend les intérêts des populations immigrées de l'Inde (Mohajirs), suite au découpage de 1947. Les Mohajirs dominent les grandes agglomérations de la province du Sind. C'est là aussi que le MQM a son bastion. Il revendique principalement la reconnaissance d'une nationalité propre aux Mohajirs. Avec le culte qu'il voue à son dirigeant Altaf Hussain et la figure charismatique de celui-ci, le MQM présente des caractéristiques à tendance manifestement fasciste. En 1992, A. Hussain est parti pour l'Angleterre d'où il dirige son organisation. De nombreuses procédures pénales pour de graves crimes sont ouvertes contre lui et d'autres membres influents du parti. En juin 1992, lorsque l'armée en lutte contre la criminalité dans le Sind, a dirigé son action contre le MQM, la plupart des cadres du parti se sont temporairement retirés dans la clandestinité. En octobre 1993, le MQM a boycotté les élections à l'Assemblée nationale, mais a pris part aux élections provinciales et est devenu le deuxième parti le plus influent dans le Sind en obtenant 27 sièges. Le *Groupe Haqiqi, MQM(H)*, qui s'est coupé du parti et qui jouit du soutien des services secrets, n'est par parvenu à s'imposer politiquement, mais il continue à livrer un combat sanglant contre l'organisation-mère à Karachi. Sous le régime de Benazir Bhutto (1993 à 1996), les forces de l'ordre ont attaqué massivement les activistes armés du MQM, commettant par la même occasion de graves violations des droits de l'homme. Après les élections de février 1997, le MQM a conclu une alliance d'intérêt avec le PML et participé au gouvernement du Sind. L'organisation estudiantine du MQM se nomme *All Pakistan Mohajir Students Organisation (APMSO)*. En juillet 1997, Altaf Hussain a officiellement fait changer le nom du parti en *Muttahida Qaumi Movement (Mouvement national uni)*.

Jamaat-i-Ulema-i-Islam (JUI): Association de scribes de l'Islam (Ulémas). Parti fondamentaliste sunnite issu de la tradition religieuse des Deobandis et favorable au système démocratique multipartite. Dirigé par Maulana Fazlur Rehman. Une fraction se laisse influencer par Maulana Abdullah Darkhwasti. Il est notoire que les écoles coraniques de la JUI sont connues pour être des centres de formation pour des combattants talibans actifs en Afghanistan. Diverses organisations

militantes se sont également constituées dans ce contexte, tels le *Harkat-ul-Ansar* (mouvement de « ceux qui aident »), le *Lashkar-e-Taiba* (« soldats des lieux saints »), qui se sont engagés dans le combat pour la libération dans le Cachemire indien.

~ **Anjuman Sipah-i-Sahaba (ASS):** (Soldats des compagnons du Prophète) Fraction extrémiste militante du JUI, surtout active dans le Punjab. L'ASS veut que les Chiites soient déclarés 'non-musulmans' et mène un combat armé contre les représentants et les installations de la communauté chiite. Considérée comme l'organisation principalement responsable de l'escalade de la violence entre Sunnites et Chiites du Punjab depuis le début de l'année 1997. Leur chef, Maulana Ziaur Rehman Faruqi, a été victime d'un attentat à la bombe le 18 janvier 1997 à Lahore et son bras droit, Maulana Azam Tariq, grièvement blessé. Les commandos de la mort de l'ASS sont connus sous le nom de *Lashkar-i-Jhangvi* et leur chef est Riaz Basra.

~ **Jamaat-i-Ulema-i-Pakistan (JUP):** Parti sunnite modéré, issu de la tradition religieuse des Barelvis. Il est surtout présent dans les centres urbains. Ses têtes de file sont Shah Ahmed Noorani, Maulana Nasrullah Khan et Maulana Abdus Sattar Khan Niazi.

~ **Islami Jamhoori Mahaz (IJM):** Alliance temporaire entre le JUI et le JUP, avec l'idée de trouver un compromis entre les Deobandis et les Barelvis, les deux principales écoles de pensée sunnite au Pakistan.

~ **Mutahida Deeni Mahaz (MDM):** Alliance de petites sectes sunnites avec la fraction du JUI de Samiul Haq ainsi que de l'ASS.

~ **Tehrik-i-Jafaria Pakistan (TJP):** S'appelait autrefois Tehrik-i-Nifaz-i-Fiqh-i-Jafaria (TNFJ) (mouvement pour l'application de la jurisprudence chiite). Rassemblement des intérêts chiites s'étant constitué en parti en 1987. Son modèle est l'Etat divin islamique tel qu'il a été réalisé en Iran. Dirigeant: Sajid Naqvi. Organisation estudiantine: *Imamia Students Organisation (ISO)*.

~ **Sipah-i-Muhammad Pakistan (SMP):** Branche militante du TJP, responsable de nombreux attentats contre les Sunnites et leurs installations. La localité de Niaz Beg dans le Punjab est considérée comme le bastion du mouvement. Son chef Allama Murid Abbas Yazdani a été assassiné le 12 septembre 1996 à Rawalpindi. Par la suite, c'est Ghulam Raza Naqvi qui est devenu l'homme fort de l'organisation.

~ **Milli Yakjethi Council (MYC):** Fondé en mars 1995, c'est la plate-forme de divers partis et groupements islamistes, dont notamment le JIP, le JUP, le JUI et le TJP. Leur objectif est de parvenir à un front unique fondamentaliste islamique politiquement puissant. Jusqu'ici, le MYC a vainement tenté de mettre fin aux combats qui opposent militants sunnites et chiites.

~ **Awami National Party (ANP):** Issu de la réunification en 1986 de quatre partis de gauche. N'est véritablement représenté que dans la province de la frontière du Nord-Ouest. Est opposé au projet du barrage Kalabagh et au soutien des Mujahedins en Afghanistan. A déjà opéré des coalitions avec le PPP et la PML. Dirigeant: Wali Khan.

~ **Jamhoori Watan Party (JWP):** Parti essentiellement régional au Baloutchistan, dirigé par le très influent chef de tribu Nawab Akber Bugti.

~ **Pakhtoonkwa Milli Awami Party (PMAP):** Parti également régional du Baloutchistan, lequel représente les intérêts des Pachtones. Dirigeant: Mahmud

Khan Achakzai.

Les partis en Azad Cachemire: Même dans cette région qui dépend politiquement d'Islamabad, prévaut une multitude de partis fractionnés. Ici se trouvent également les principaux centres des organisations menant une lutte de libération de la partie du Cachemire occupée par l'Inde et qui sont soutenus par les services secrets pakistanais (ISI). On mentionnera:

~ **Muslim Conference (MC):** Dépendante du PML, c'est elle qui est depuis le plus longtemps active au gouvernement de l'Azad Cachemire. Elle a toutefois perdu les élections au Parlement du 30 juin 1996, entraînant la chute du Premier Ministre Sardar Abdul Qayyum. Le 12 août 1996, le deuxième homme fort du parti, Sardar Sikandar Hayat Khan, a été destitué de sa fonction de président de l'Azad Cachemire par un vote de défiance du Parlement.

~ **Azad Jammu Kashmir People's Party (AJKPP):** C'est la branche locale du PPP. Soutenu par le gouvernement à Islamabad, le parti est arrivé au pouvoir en Azad Cachemire en 1996. Le barrister et sultan Mahmud Chaudhary est alors devenu Premier Ministre et Sardar Mohammad Ibrahim Khan, président de la République.

~ **Jammu Kashmir Liberation Front (JKLF):** Fondée en 1965 comme organisation de libération, elle avait pour but de réaliser l'indépendance totale du territoire de l'ancienne principauté du Cachemire. Pour cette raison, l'organisation ne prend pas directement part au débat des partis politiques en Azad Cachemire, mais elle reste largement engagée dans les efforts d'unification du Cachemire. Elle a entre-temps abandonné la lutte armée (soutenue par le Pakistan) dans la partie indienne du Cachemire. Son dirigeant est son fondateur Amanullah Khan. Mais l'organisation est séparée en au moins trois fractions. Il n'existe pas à notre connaissance de mesures de persécution de la part des autorités pakistanaises à l'encontre des membres du JKLF.

Source: Asien: Kleines Nachschlagewerk. Herausgeber: Roland Felber, Diethelm Weidemann, Dietz Verlag, Berlin, 1987

